

hier. Voici la réponse: j'ai reçu hier soir un télégramme du maire—que dis-je—du premier ministre de la Colombie-Britannique.

Des voix: Oh, oh!

Le très hon. M. Trudeau: C'était à propos des inondations à Trail. J'y répondrai aujourd'hui.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LES MESURES VISANT À RÉDUIRE LA PAUVRETÉ

M. J. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Je soulève la question de privilège, monsieur l'Orateur. En réponse à une question du député d'York-Sud, ce matin, le premier ministre a déclaré tantôt qu'il y avait répondu il y a deux jours. Dans la question initiale, on demandait si le gouvernement projetait de présenter une mesure législative au sujet des aspects de la pauvreté qui ne concernent pas la pauvreté régionale. Le premier ministre, comme en fait foi la page 7857 du Hansard...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. La question de privilège ne s'applique pas. On permettra peut-être au député de poser sa question de nouveau.

M. Broadbent: Monsieur l'Orateur, j'essaierai de poser une question précise qui se rapproche de celle du député d'York-Sud. Le gouvernement a-t-il l'intention durant la présente session de présenter une mesure législative au sujet de la pauvreté urbaine?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Jusqu'ici, monsieur l'Orateur, nous avons gaspillé beaucoup d'énergie à résister aux exigences économiques inconsidérées du Nouveau parti démocratique.

L'HABITATION

THOMPSON (MAN.)—LA DISPONIBILITÉ DES FONDS HYPOTHÉCAIRES

M. Robert Simpson (Churchill): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre d'État de Winnipeg-Sud, en sa qualité de ministre responsable du logement? Avant le congé de Pâques, l'ancien ministre des Transports m'avait assuré qu'il voulait rendre disponibles des fonds hypothécaires de la SCHL pour la construction d'appartements-tours à Thompson au Manitoba. Le ministre vérifierait-il où en sont les choses, afin de pouvoir rendre compte de la situation pendant le débat de cet après-midi?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Le député a fait au ministre une suggestion dont on peut présumer qu'il tiendra compte.

LES CÉRÉALES

LES FONDS DE ROULEMENT DESTINÉS AUX SEMAILLES

M. H. W. Danforth (Kent-Essex): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre de l'Agriculture. Comme il doit le savoir maintenant, il est matériellement impossible au comité permanent de l'agriculture, à cause du volume de travail accumulé, de faire rapport au Parlement d'ici quelques semaines. Le gouvernement compte-t-il prendre des mesures immédiates pour fournir aux producteurs de grain de l'Ouest des fonds de roulement d'urgence avant la saison des semailles?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, je ne puis admettre qu'il faudra au comité plusieurs semaines ou une période de temps d'une longueur indue, pour présenter ses recommandations ou conclusions. Même si je ne fais pas partie du comité, je me suis entretenu avec plusieurs membres qui m'ont appris qu'ils comptaient présenter un rapport sous peu.

M. Danforth: Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre est-il d'avis qu'aucune mesure ne sera prise avant que le comité permanent présente son rapport?

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député demande une opinion, ce qui est contraire au Règlement.

M. R. E. McKinley (Huron): Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Lorsque le comité fera rapport, le ministre agira-t-il conformément aux recommandations du comité à la suite de son voyage dans l'Ouest du Canada?

L'hon. M. Olson: Monsieur l'Orateur, nous écouterons avec intérêt ce que le comité aura à dire à la suite de ce voyage.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LE BLÉ—L'EXPANSION DE LA MISE EN MARCHÉ

M. Ed Schreyer (Selkirk): Monsieur l'Orateur, puis-je adresser une question complémentaire, soit au ministre de l'Agriculture, soit au ministre de Saskatoon-Humboldt. Le président de la Commission canadienne du blé a dit, il y a quelques jours à peine, à notre comité de l'agriculture, qu'il serait utile d'étoffer le personnel de la promotion des ventes de la Commission canadienne du blé en utilisant du personnel du ministère du Commerce. Le gouvernement a-t-il étudié sérieusement cette proposition?